



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Générale
de la Gendarmerie Nationale

*Commandement de la Gendarmerie
de l'Outre-Mer*

*Commandement de la Gendarmerie
pour la Nouvelle Calédonie*

Bureau du Soutien et des Finances

SIL_04_2025_PRA042436
DGGN/CGOM/COMGENDNC/BSF

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

MAPA (Marché À Procédure Adaptée)

**Travaux de démolition et reconstruction de modules d'hébergement d'urgence
et de bureaux de la caserne de gendarmerie de WÉ (988)**

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1 OBJET DU MARCHÉ – EMPLACEMENT DES TRAVAUX.....	4
1.2 REPRÉSENTATION DES PARTIES.....	4
1.3 DÉCOMPOSITION EN LOTS ET TRANCHES.....	4
1.4 SOUS-TRAITANCE.....	4
1.5 FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS AU TITULAIRE.....	5
1.6 ORDRE DE SERVICE.....	5
1.7 RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	5
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DANS LES PRIX.....	6
3.1 CONTENU DES PRIX.....	6
3.2 NATURE DU PRIX.....	6
3.3 VARIATION DANS LES PRIX.....	7
3.4 AUGMENTATION DU MONTANT DES TRAVAUX.....	7
ARTICLE 4. RETENUE DE GARANTIE.....	7
ARTICLE 5. AVANCE.....	7
ARTICLE 6. RÈGLEMENT DES COMPTES.....	7
6.1 DEMANDES DE PAIEMENT.....	7
6.1.1 <i>Demande de paiement d'acomptes.....</i>	<i>7</i>
6.1.2 <i>Demande de paiement finale.....</i>	<i>8</i>
6.2 PAIEMENTS DES COTRITAINTS ET/OU SOUS-TRAITANTS AVEC DROIT AU PAIEMENT DIRECT.....	8
6.3 DÉLAIS DE PAIEMENT ET INTÉRÊTS MORATOIRES.....	9
ARTICLE 7. DÉLAIS D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS ET PRIMES.....	9
7.1 DURÉE DU MARCHÉ – DÉLAIS D'EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	9
7.2 PROLONGATION DES DÉLAIS D'EXÉCUTION.....	10
7.3 PÉNALITÉS DE RETARD.....	10
7.4. REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX.....	10
7.5 RETENUES POUR NON REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION.....	10
ARTICLE 8. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	11
8.1 PROVENANCE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	11
8.2 MISE À DISPOSITION DE LIEUX D'EMPRUNT.....	11
8.3 CARACTÉRISTIQUES, QUALITÉS, VÉRIFICATIONS, ESSAIS ET ÉPREUVES DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	11
8.4 PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR L'ENTREPRENEUR DES MATÉRIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAÎTRE DE L'OUVRAGE.....	12
ARTICLE 9. IMPLANTATION DES OUVRAGES ET LOCALISATION DES RÉSEAUX SOUTERRAINS, ENTERRÉS, SUBAQUATIQUES OU AÉRIENS.....	12
9.1 PIQUETAGE GÉNÉRAL.....	12
9.2 TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX SOUTERRAINS, ENTERRÉS, SUBAQUATIQUES OU AÉRIENS.....	12
ARTICLE 10. PRÉPARATION – COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	12

10.1 COORDINATION DES TRAVAUX – GESTION DES DÉPENSES COMMUNES.....	12
10.2 PÉRIODE DE PRÉPARATION – PROGRAMME D’EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	12
10.3 PLANS D’EXÉCUTION – NOTES DE CALCUL – ÉTUDES DE DÉTAIL.....	12
10.4 LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ.....	13
10.5 ORGANISATION, DÉROULEMENT, SÉCURITÉ ET HYGIÈNE DES CHANTIERS.....	13
10.5.1 Branchements provisoires d’eau et d’électricité.....	13
10.5.2 Voies d’accès et nivellements pour emplacement des installations de chantier	13
10.5.3 Clôture, panneaux de chantier et signalisation.....	13
10.5.4 Locaux et sanitaires de chantier.....	13
10.5.5 Gestion des déchets.....	13
10.5.6 Respect de la sécurité et de l’environnement.....	13
ARTICLE 11. CONTRÔLES ET RÉCEPTION DES TRAVAUX.....	14
11.1 ESSAIS ET CONTRÔLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX.....	14
11.2 RÉCEPTION.....	14
11.3 MISE À DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D’OUVRAGES.....	14
11.4 DÉLAI DE GARANTIE.....	14
11.5. GARANTIE PARTICULIÈRE DES MATÉRIAUX DE TYPE NOUVEAU.....	14
11.6 ASSURANCE DE RESPONSABILITÉS.....	14
11.7 RÉSILIATION – MESURES COERCITIVES.....	15
11.7.1 Résiliation pour motif d’intérêt général.....	15
11.7.2 Résiliation du marché aux torts du titulaire.....	15
ARTICLE 12. CLAUSES DE RÉEXAMEN.....	16
12.1 REMPLACEMENT DU TITULAIRE INITIAL PAR UN NOUVEAU TITULAIRE EN COURS D’EXÉCUTION.....	16
12.2 REMPLACEMENT DU MANDATAIRE DU GROUPEMENT EN COURS D’EXÉCUTION.....	17
ARTICLE 13. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENTS ET DES LITIGES.....	17
ARTICLE 14. DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	17

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet du marché – Emplacement des travaux

L'objet du marché concerne des travaux de démolition et de reconstruction de modules d'hébergement d'urgence et de bureaux de la caserne de gendarmerie de WÉ (988).

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières transmis dans la présente consultation.

Coordonnées :

Pour tout renseignement d'**ordre technique**, portant directement sur les travaux objet du marché, les candidats pourront s'adresser à la Section Immobilier Logement :

CSTCS Tarik NIKLASZEWSKI	Tél. : F. 29 56 34 – M. 89 17 58
Courriel : tarik.niklaszewski@gendarmerie.interieur.gouv.fr	

Pour tout renseignement d'**ordre administratif**, les candidats pourront s'adresser à la Section Budget Administration :

MDC CHOUEY Florian	Tél. : F. 29.56.80 M. 54 75 07
Courriel : florian.chouet@gendarmerie.interieur.gouv.fr	

Pour tout renseignement d'**ordre pratique (accès, livraison,...)**, les candidats pourront s'adresser à :

Major FERTIER Jean-Yves	Tél. : 44.87.95
Courriel : jean-yves.fertier@gendarmerie.interieur.gouv.fr	

Le site sera en fonctionnement lors de la phase travaux.

1.2 Représentation des parties

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG Travaux, dès la notification du marché, le titulaire et le maître de l'ouvrage désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation au maître de l'ouvrage ou au titulaire du marché.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le maître de l'ouvrage en cours d'exécution du marché.

1.3 Décomposition en lots et tranches

Le marché ne comporte pas de tranches.

Le marché n'est pas alloté.

1.4 Sous-traitance

En complément des dispositions du code de la commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance direct ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

A cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial. En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou main

levée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire du marché s'engage à faire connaître au maître de l'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître au maître d'œuvre le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Après acceptation d'une sous-traitance indirecte de second rang et plus présentée par le sous-traitant direct ou un sous-traitant indirect de second rang et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du maître de l'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une copie de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant indirect de second rang et plus. La non production de cette copie de la caution au représentant du maître de l'ouvrage empêche l'exécution des travaux par le sous-traitant indirect et peut emporter, dans les conditions définies à l'article 11.8.2 ci-dessous, résiliation du marché.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément au Code du travail.

1.5 Forme des notifications et informations au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le maître d'ouvrage prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

Notification via PLACE avec accusé de réception

1.6 Ordre de service

Conformément aux dispositions des articles 2 et 3.8 du CCAG, les ordres de service seront préparés, datés et signés par le maître d'œuvre qui les notifiera à l'entrepreneur.

En outre, tous les ordres de services relatifs à la réalisation de travaux supplémentaires ou modificatifs de quelque nature qu'ils soient, en application des articles 14 à 17 du CCAG travaux, doivent, pour être opposables au maître de l'ouvrage, comporter le visa de celui-ci.

1.7 Réalisation de prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- 1 – L'acte d'engagement (AE) et les annexes,
- 2 – Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- 3 – Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes
- 4 – Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés de travaux publics

Le CCAG applicable au marché est le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (entré en vigueur au 1er avril 2021).

5 – le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux travaux objet du marché, lorsqu'il existe et si celui-ci vise ce cahier (cf. le Cahier des Charges Techniques) et/ou les normes et autres documents équivalents définis par le Cahier des Charges Techniques.

6 – les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DANS LES PRIX

3.1 Contenu des prix

Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux telles que visées à l'article 10.1 du CCAG. Notamment, ils prennent en compte toutes les informations et données relatives aux ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens existants qui ont été communiquées par le maître de l'ouvrage dans le dossier de consultation.

Les prix afférents aux travaux assignés au mandataire d'un groupement, ou au titulaire sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier visées à l'article 10.1.2 du CCAG.

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances.

3.2 Nature du prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés, comme précisé à l'acte d'engagement, suivant la nature du marché par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires, aux quantités réellement exécutées.

Sauf si ces documents sont demandés à la remise des offres, l'entrepreneur fournira dans les 20 jours à compter de la date de la demande du maître d'œuvre un sous-détail de chacun des prix du bordereau des prix unitaires désignés par le maître d'œuvre conformément aux dispositions de l'article 10.3 du CCAG travaux.

3.3 Variation dans les prix

Forme du prix:

Le prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques définies à l'article 4.1 de l'acte d'engagement.

Le présent marché est passé à prix ferme.

Index de variation:

Sans objet.

3.4 Augmentation du montant des travaux

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans avenant préalable ou sans avoir reçu une décision de poursuivre émanant du maître de l'ouvrage.

ARTICLE 4. RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie de 5 % (ou 3 % si le titulaire est une PME) sera appliquée sur le montant initial du marché augmenté, le cas échéant, du montant des modifications en cours d'exécution conformément aux articles R2191-32 et suivants du CCP.

Cette dernière sera remboursée dans un délai de trente jours à compter de la date d'expiration du délai de garantie.

ARTICLE 5. AVANCE

Aucune avance ne sera versée dans le cadre de cette procédure (le délai d'exécution est inférieur à deux mois).

ARTICLE 6. RÈGLEMENT DES COMPTES

Le règlement des comptes se fait par des acomptes mensuels et un solde établi et réglé comme il est indiqué à l'article 12 du CCAG travaux précisé ou modifié comme suit.

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés réellement. Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage.

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

6.1 Demandes de paiement

6.1.1 DEMANDE DE PAIEMENT D'ACOMPTE

Les acomptes mensuels seront présentés conformément au modèle agréé par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG travaux, l'état d'acompte sera notifié au titulaire par le maître de l'ouvrage.

6.1.2 DEMANDE DE PAIEMENT FINALE

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, le titulaire transmet au maître d'œuvre et au représentant du pouvoir adjudicateur son projet de décompte final à compter de la plus tardive de ces dates :

- Date de notification de la décision de réception selon les dispositions de l'article 12.3.2 du CCAG,
- Date de remise des documents demandés en application des articles 40 du CCAG et 11.4 du présent CCAP,
- Date d'application de la retenue définitive dans les conditions définies à l'article 7.5 ci-dessous.

Les dispositions de l'article 12.3 du CCAG travaux marchés publics s'appliquent sauf pour les marchés comportant des plantations pour lesquels, par dérogation aux articles 12.3 et 42 du CCAG, il sera appliqué les dispositions suivantes : l'entrepreneur devra présenter son projet de décompte final dans les 30 jours à compter du terme correspondant à l'expiration du dernier délai de garantie. (Engazonnements ou végétaux).

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG Travaux :

- Le pouvoir adjudicateur disposera d'un délai de 30 jours à compter de la réception du projet de décompte général signé par le titulaire pour lui notifier le décompte général.
- Lorsque le titulaire notifie au représentant du pouvoir adjudicateur, avec copie au maître d'œuvre, un projet de décompte général signé, il indique expressément dans son envoi vouloir faire application des dispositions de l'article 12.4.4 du CCAG et qu'en l'absence de notification du décompte général par le représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai de 30 jours de la réception des documents, le décompte général deviendra tacitement le décompte général et définitif.

A défaut de cette indication, en l'absence de notification du décompte général dans ce délai, le décompte général signé par le titulaire ne pourra devenir le décompte général et définitif.

Dans le cas d'une réception avec réserves :

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG Travaux, lorsque la réception est prononcée avec réserves et que les réserves ne sont pas levées au moment de l'établissement du décompte général, le représentant du pouvoir adjudicateur ne signe le projet de décompte général qu'après la levée de la dernière des réserves. Dans le cas où la levée des réserves est confiée à une autre entreprise, la signature du projet de décompte général n'interviendra qu'après règlement définitif du nouveau marché. Il intégrera le montant des sommes engagées pour la réalisation des travaux nécessaires à la levée des réserves à la réception.

6.2 Paiements des cotraitants et/ou sous-traitants avec droit au paiement direct

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les cotraitants ou sous-traitants payés directement comme indiqué dans l'acte d'engagement et son annexe en cas de besoin.

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est identifiée à l'article 6.2 de l'acte d'engagement. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants. L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la

solidarité des cotraitants. Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct s'effectueront dans les conditions prévues par les articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique.

En complément de l'article 12.1.7 du CCAG travaux, le titulaire transmet avec sa demande de paiement la copie des factures des sous-traitants acceptées, complétées ou rectifiées par lui.

Le paiement des factures du sous-traitant sera effectué par le pouvoir adjudicateur sur la base de l'acceptation totale ou partielle des factures du sous-traitant par le titulaire.

En l'absence de notification au pouvoir adjudicateur par le titulaire, dans les 15 jours de la demande de paiement adressée par le sous-traitant au titulaire, de son refus total ou partiel de la facture du sous-traitant, le pouvoir adjudicateur procédera au paiement des factures sur la base de la demande qui lui aura été adressée par le sous-traitant dans les conditions prévues par le code de la commande publique.

Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours de marché et pour solde du contrat de sous-traitance.

6.3 Délais de paiement et intérêts moratoires

Les paiements seront effectués dans les conditions fixées à l'acte d'engagement.

Le défaut de paiement des avances, des acomptes ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante :

$$IM = M \times J / 365 \times \text{Taux IM}$$

M = montant de l'acompte en TTC

J = nombre de jours calendaires de retard entre la date limite de paiement et la date réelle de paiement.

365 = nombre de jours calendaires de l'année civile

En cas de retard de paiement, le pouvoir adjudicateur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de l'article L.2192-13 du code de la commande publique.

ARTICLE 7. DÉLAIS D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS ET PRIMES

7.1 Durée du marché – délais d'exécution des travaux

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement article 6 et sont précisées à l'article 10.2 du présent CCAP en ce qui concerne la période de préparation.

Par dérogation à l'article 18 du CCAG Travaux, le délai d'exécution du marché part de la date de la date d'émission de l'ordre de service qui prescrira de commencer les travaux.

7.2 Prolongation des délais d'exécution

En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa de l'article 19.2.3 du CCAG, les délais d'exécution des travaux seront prolongés (pour autant, qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux, dûment constatée par le maître d'œuvre) d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera l'intensité limite figurant au tableau ci-dessous :

NATURE DU PHÉNOMÈNE	INTENSITÉ LIMITE
PLUIE	30 mm / 24 Heures
VENT	90 km/h

Pour être prises en compte, les intempéries doivent être déclarées comme arrêtant l'exécution des tâches du calendrier et faire l'objet d'attachements journaliers à soumettre au maître d'œuvre le jour même.

Le maître d'œuvre porte régulièrement le décompte des intempéries au compte rendu de chantier.

Le titulaire est tenu de signaler au maître d'ouvrage par lettre recommandée, dans un délai de 15 jours, toute circonstance ou événement susceptible de motiver une prolongation du délai d'exécution. Toutes justifications nécessaires, permettant au maître d'ouvrage de reconnaître le bien-fondé des difficultés signalées, doivent être fournies.

7.3 Pénalités de retard

Les stipulations de l'article 19 du CCAG sont applicables sous réserve des dispositions suivantes :

- Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG travaux, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée.

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le marché doivent être transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG travaux, en cas de retard prévisible dans l'exécution des travaux, il sera appliqué une retenue provisoire égale à 20 000 F.CFP HT (vingt mille francs CFP HT) par jour calendaire. Elle sera appliquée sur les acomptes mensuels.

Cette retenue pourra être restituée en cours de travaux si un rattrapage des retards est constaté sur le planning général.

Si les dates contractuelles de livraison ou de fin d'exécution ne sont pas respectées, les retenues provisoires sont transformées en pénalités définitives.

Les pénalités ne sont pas actualisables.

7.4. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Il est fait application des dispositions de l'article 18.1.1 du C.C.A.G. Travaux. Les délais nécessaires au repliement des installations de chantier et à la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution fixé à l'acte d'engagement.

La remise en état des lieux comporte la reprise propre et soignée des interfaces avec l'existant, notamment le régalage et le dressage soigné des terres, la remise à niveau et la reprise des revêtements routiers avec aspect identique à l'existant avant travaux.

7.5 Retenues pour non remise des documents fournis après exécution

En cas de non remise, à la date des opérations préalables à la réception, des documents à fournir après exécutions visées à l'article 10.4 ci-dessous, une retenue forfaitaire provisoire sera opérée d'un montant de 20 000 (vingt mille) F CFP HT par jour calendaire de retard.

Cette retenue s'effectuera sur les sommes dues à l'entrepreneur dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du CCAG et au présent article jusqu'à la remise de la totalité des documents. Toutefois et s'il y a lieu, par dérogation à l'article 19.3, si le montant du dernier décompte mensuel ne permettait pas l'application de cette retenue, le maître d'ouvrage pourra l'effectuer sur les acomptes précédents.

Au-delà de 2 mois suivant la date des opérations préalables à la réception, si les documents ne sont pas fournis, cette retenue provisoire deviendra définitive après mise en demeure préalable restée sans effet.

ARTICLE 8. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

L'ensemble des Cahiers de Charges, DTU, des règles de calcul, des Cahiers des Clauses Spéciales rendus obligatoires par décrets ou Normes européennes reconnues s'appliquent au marché.

8.1 Provenance des matériaux et produits

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par le CCTG ou déroge aux dispositions dudit CCTG.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis en œuvre préalablement à leur mise en œuvre.

8.2 Mise à disposition de lieux d'emprunt

Sans objet.

8.3 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Les dispositions des articles 23 à 25 du CCAG travaux concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier sont applicables au présent marché étant précisé que :

- Le CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES définit les compléments à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG.
- Le CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES ne déroge pas aux dispositions du CCAG.
- Les vérifications, essais et épreuves sont réalisés par un laboratoire ou un organe de contrôle, agréé par le maître de l'ouvrage, à la charge du titulaire.

Le CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES précise les matériaux, produits et composants de construction devant faire l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins ou carrières de l'entrepreneur, ainsi que les modalités correspondantes.

- Les vérifications, surveillance sont réalisées par un laboratoire ou un organe de contrôle, agréé par le maître de l'ouvrage, à la charge du titulaire.

Le maître d'ouvrage ou son représentant sur proposition du maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- S'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés sur justificatifs.
- S'ils sont effectués par un tiers, ils seront réglés par le maître de l'ouvrage.

8.4 Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage

Sans objet.

ARTICLE 9. IMPLANTATION DES OUVRAGES ET LOCALISATION DES RÉSEAUX SOUTERRAINS, ENTERRÉS, SUBAQUATIQUES OU AÉRIENS

9.1 Piquetage général

L'entrepreneur est tenu d'effectuer ou de faire effectuer par un représentant agréé par le maître d'ouvrage et avant de commencer les travaux, l'implantation des ouvrages conformément aux plans et instructions acceptés par le maître d'ouvrage.

9.2 Travaux à proximité des réseaux souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

Le piquetage des ouvrages souterrains situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter sera réalisé en même temps que le piquetage général dans les conditions fixées par les concessionnaires ou par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 10. PRÉPARATION – COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

10.1 Coordination des travaux – gestion des dépenses communes

La coordination des travaux sera assurée par le titulaire.

La part du marché revenant à chaque entreprise intègre le coût des dépenses communes qui lui incombe selon une répartition organisée par les entreprises membres du groupement et gérée par elles.

En aucun cas le maître de l'ouvrage ne pourra intervenir dans le règlement des différends entre entreprises.

10.2 Période de préparation – Programme d'exécution des travaux

Par dérogation aux dispositions des articles 18.1.1 et 28.1 du C.C.A.G. Travaux, il est fixé une période de préparation de 15 jours à compter de l'ordre de service de commencer les travaux.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations énoncées ci-après, à la diligence respective des parties contractantes :

- Nom et pouvoirs du représentant de l'entreprise sur le site,
- Organigramme du personnel d'encadrement,
- Le schéma d'organisation du chantier et le plan des installations de chantier, de sécurité et d'hygiène,
- La présentation des échantillons avec délai détaillé d'approvisionnement par type,
- Planning détaillé, avec indication des effectifs prévus sur le chantier pour chacune des tâches élémentaires du planning,
- Aménagement des locaux de chantier, compris branchements eau, électricité et téléphone,
- Participation à l'inspection commune préalable avant le début des travaux et signature du plan de prévention

10.3 Plans d'exécution – Notes de calcul – Études de détail

Les plans d'exécution et note de calcul des ouvrages sont fournis en 2 exemplaires papier et au format numérique par l'entreprise (.pdf. et .dwg). Ils seront approuvés par le contrôleur technique avant le début des travaux.

10.4 Lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire devra remettre au maître d'ouvrage, sur demande de celui-ci, dans un délai de quinze jours, l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier établi conformément à l'article 31.5 du CCAG Travaux.

10.5 Organisation, déroulement, sécurité et hygiène des chantiers

10.5.1 BRANCHEMENTS PROVISOIRES D'EAU ET D'ÉLECTRICITÉ

L'électricité et l'eau seront mises à disposition par la caserne de gendarmerie pour permettre la réalisation des travaux.

L'entreprise titulaire veillera à disposer de ses propres moyens de raccordement (rallonges, tuyaux...) aux points mis à disposition par le maître d'ouvrage.

10.5.2 VOIES D'ACCÈS ET NIVELLEMENTS POUR EMPLACEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER

Les accès dans les casernes se feront par les portails principaux. Les numérisations ou copies des pièces d'identité de chaque personnel et des cartes grises avec les attestations d'assurances de chaque véhicule de l'entreprise intervenant sur le site devront être remis au maître d'ouvrage pendant la période de préparation de chantier et avant une semaine du début des travaux.

Les livraisons devront être annoncées au préalable et s'effectuer en présence de l'entrepreneur ou du chef de chantier. Toute livraison effectuée en l'absence de l'entrepreneur ou du chef de chantier sera refusée.

10.5.3 CLÔTURE, PANNEAUX DE CHANTIER ET SIGNALISATION

D'une manière générale, l'entrepreneur aura la charge et la responsabilité des installations de chantier, conformes à la réglementation du travail et aux dispositions de l'article 31 du CCAG. La zone de chantier à l'intérieur de la caserne devra être balisée.

10.5.4 LOCAUX ET SANITAIRES DE CHANTIER

Aucune base vie ne sera mise à disposition des entreprises qui devront en faire leur affaire. En raison du contexte sanitaire et de la zone de confinement du site, les WC et sanitaires des locaux de service de chaque caserne ne pourront pas être mis à disposition des personnels des entreprises.

10.5.5 GESTION DES DÉCHETS

- Tri des matériaux : le titulaire devra indiquer la destination finale des matériaux par nature, les modes de tri ou de traitement envisagés dans son offre et s'y tenir pendant toute la durée du chantier. L'ensemble des matériaux sera trié et dans la mesure du possible recyclé. En tout état de cause, le titulaire devra définir la méthodologie de tri ou des évacuations successives dans le mémoire technique.
- Élimination des déchets : les déchets des matériels, équipements et déchets issus du nettoyage devront être conditionnés et acheminés vers une installation de stockage ou de traitement. Les frais seront supportés par les titulaires.

10.5.6 RESPECT DE LA SÉCURITÉ ET DE L'ENVIRONNEMENT

- Échafaudage et moyen de levage : si besoin, toutes les installations d'échafaudage et de levage seront équipées des dispositifs de sécurité réglementaires. Dans le cas d'une utilisation d'un échafaudage à pied, ce dernier devra être conforme aux normes en vigueur.

- Respect de la sécurité et de l'environnement : le titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires pour assurer la protection du personnel de chantier, des piétons, des automobilistes, du personnel de la caserne ou tout autres intervenants sur le site. L'ensemble des précautions seront prises pour éviter les nuisances sonores et de poussières sur et à proximité du chantier (limites réglementaires). L'ensemble des précautions sera pris par le titulaire pour assurer la sécurité des riverains des travaux (bâtiments à proximité des travaux, trottoirs, route...). L'entreprise devra installer des barrières de chantier afin de clore le périmètre de ses travaux (périmètre de sécurité de la zone travail et de la zone de stockage).

ARTICLE 11. CONTRÔLES ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

11.1 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles des ouvrages, ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou du Cahier des Clauses Techniques Particulières seront assurés par l'entreprise en présence du maître d'ouvrage qui pourra s'il le souhaite s'entourer d'un contrôle technique expert en la matière.

11.2 Réception

La réception ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière. Il est fait application des dispositions de l'article 41 du CCAG. Il est cependant rappelé qu'en cas de réserves de nature à empêcher l'utilisation immédiate de l'équipement, le maître d'ouvrage pourra, conformément au CCAG, refuser la réception. A cet égard, le maître d'ouvrage reste seul juge pour apprécier si lesdites réserves l'empêchent effectivement de prendre possession de l'équipement et de l'utiliser conformément à sa fonction.

11.3 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Il n'est pas prévu de mise à disposition d'ouvrage.

Conformément à l'article 43 du CCAG Travaux, un ordre de service pourra prescrire, le cas échéant, au titulaire, de mettre pendant une certaine période certains ouvrages ou parties d'ouvrage, non encore achevés, à la disposition du maître de l'ouvrage. Dans ce cas, il sera fait application de l'article 43 du CCAG.

11.4 Délai de garantie

Le délai de garantie prévu à l'article 44.1 du CCAG ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

Les éventuels constats d'achèvement partiel de travaux ne font pas courir le délai de garantie qui ne court qu'à compter de la date d'effet de la réception de l'ensemble des travaux. Le titulaire reste ainsi tenu par son obligation contractuelle à l'égard du maître d'ouvrage.

11.5. Garantie particulière des matériaux de type nouveau

L'entrepreneur garantit le maître d'ouvrage contre la mauvaise tenue des matériaux et fournitures mis en œuvre sur sa proposition et sous sa seule responsabilité.

Cette garantie engage l'entrepreneur dans le cas où pendant le délai fixé la tenue de ces matériaux et fournitures ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais, sur simple demande par les matériaux et fournitures désignés par le maître d'ouvrage après avis du maître d'œuvre.

Il devra être titulaire d'une police d'assurance décennale couvrant ces risques.

11.6 Assurance de responsabilités

En cas de retard dans la transmission des attestations d'assurances, il sera fait application d'une pénalité de retard dans les conditions définies à l'article 7.3 ci-dessus.

- Assurance de responsabilité civile en cours et après travaux : le titulaire doit justifier qu'il a souscrit une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux, dans un délai de trois semaines à compter de la notification du marché, avant tout commencement d'exécution, et en préalable à toute acceptation de décompte présenté par le titulaire. Cette obligation d'assurance s'impose également à tous les sous-traitants.
- Assurance de responsabilité civile décennale : le titulaire doit justifier qu'il a souscrit une assurance le couvrant **en cas de sinistre survenu à la suite de son intervention et qui affecterait la solidité ou l'étanchéité de la construction, ou bien la rendrait impropre à l'usage.**

11.7 Résiliation – Mesures coercitives

Les dispositions des articles 49 à 53 du CCAG sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoutent les dispositions suivantes :

11.7.1 RÉSILIATION POUR MOTIF D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 50.4 du CCAG Travaux, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 50.4 du CCAG Travaux, aucune indemnisation ne sera versée au titulaire.

11.7.2 RÉSILIATION DU MARCHÉ AUX TORTS DU TITULAIRE

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 46.3 du CCAG travaux avec les précisions suivantes : le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

La résiliation pour absence de production des attestations d'assurances prévues à l'article 10 peut s'opérer sans mise en demeure préalable.

En complément à l'article 46.3 du CCAG travaux, en cas de non production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus, présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire du marché, restée sans effet dans un délai fixé, **par dérogation à l'article 48.1 du CCAG Travaux**, à 8 jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

En cas de non-respect, par le titulaire ou de l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, des obligations visées à l'article 6 de l'acte d'engagement relatives à la fourniture des pièces prévues aux articles R.2143-6 (cf AE) et suivants du code de la commande publique, et après mise en demeure restée sans effet, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. À défaut d'indication du délai, et **par dérogation à l'article 48.1 du CCAG Travaux**, le titulaire ou le cotraitant dispose de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 à R.2143-15 du code de la commande publique fournis par le titulaire ou l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, lors de la consultation ou de l'exécution du marché, le marché ou la part de marché correspondante sera, résilié sans mise en demeure à leur frais et risques.

ARTICLE 12. CLAUSES DE RÉEXAMEN

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

12.1 Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire unique pourra proposer au maître d'ouvrage la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- Cessation d'activité,
- Cession de contrat,
- Décès,
- Difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- Défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le maître d'ouvrage vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le maître d'ouvrage acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- Dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- Dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du maître d'ouvrage sur la substitution :

- Dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement
- Dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; par dérogation à l'article 48.7.3 du CCAG Travaux, les autres membres poursuivront la réalisation de la part des travaux qui leur ont été confiés.
-

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

A défaut,

- Dans le cas du groupement solidaire ou du groupement conjoint sans mandataire solidaire : le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement.
- Dans le cas du groupement avec mandataire solidaire, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité :
 - Soit de laisser la possibilité aux membres du groupement de poursuivre leurs travaux après désignation d'un mandataire non solidaire ; le cocontractant énuméré

en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement ;

-De prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

12.2 Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement.

ARTICLE 13. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENTS ET DES LITIGES

Avant toute saisine du juge, les parties devront tenter de régler le litige les opposant par le biais d'un mode de règlement alternatif des différends dans les conditions définies aux articles L.2197-1 à 2197-7 du Code de la commande publique, selon la nature du contrat en cause.

En cas d'échec de règlement du litige : Les litiges relatifs à l'exécution du présent marché seront soumis à la compétence du juge administratif.

ARTICLE 14. DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Il est dérogé aux articles désignés ci-après du CCAG Travaux Marchés Publics par les articles correspondant cités ci-après du CCAP :

Articles du CCAG Travaux auxquels il est dérogé	Articles du CCAP par lesquels sont induites ces dérogations
4.1	2
15.4.3	3.4
13.2.2	6.1.1
12.3 ; 12.3.2 ; 12.4.2 ; 12.4.4 et 42	6.1.2
18	7.1
19 et 19.2.1	7.3
19.3	7.5
18.1.1 et 28.1	10.2
50.4	11.8.1
48.1	11.8.2
48.7.3	12.1

A..... le.....

La personne responsable du marché

Lu et accepté,

L'(es) entrepreneur(s) titulaire(s)
Ou le mandataire du groupement